



## APPEL A COMMUNICATION POUR LA CONFERENCE DE L'AIEIA

### Conférence Annuelle de l'Association internationale des Ecoles et Instituts d'Administration

**Congrès IISA - AIEIA**  
**Bali, Indonésie — 12-17 juillet 2010**

#### **Stratégies du secteur public pour surmonter les inégalités mondiales croissantes**

Seront retenus les projets de communications qui :

- traitent du thème général de la conférence
- traitent des thèmes abordés par l'un des huit groupes de travail
- sont destinés à des sessions spéciales consacrées à des thématiques plus générales en rapport avec les domaines de l'administration publique et de la gouvernance

Veuillez envoyer vos projets de communications relatifs aux Groupes de travail au Secrétaire exécutif de l'AIEIA, Johannes Irschik ([j.irschik@iias-iisa.org](mailto:j.irschik@iias-iisa.org)) et aux Directeurs de projets concernés. Les projets de communications concernant le thème de la Conférence ou d'autres thèmes doivent également être transmis à Johannes Irschik ([j.irschik@iias-iisa.org](mailto:j.irschik@iias-iisa.org)).

La sélection s'opérera sur base des critères suivants :

- la pertinence de la communication pour le domaine de l'Administration publique
- le bien fondé et la cohérence de l'argumentation
- la fiabilité et la validité de la recherche
- la pertinence des conclusions
- la qualité rédactionnelle

Les projets de communications, de 1 à 2 pages, doivent nous parvenir pour le **19 mars 2009 au plus tard**. Ils doivent être envoyés aux Directeurs de projets concernés **avec copie au Secrétaire exécutif de l'AIEIA**, Johannes Irschik ([j.irschik@iias-iisa.org](mailto:j.irschik@iias-iisa.org)). Pour les adresses email des Directeurs de projets et des Présidents de Groupes de travail, veuillez vous référer ci-après. Veuillez noter également qu'un seul projet de communication par auteur peut être accepté, bien que vous puissiez nous soumettre plusieurs projets.

Les auteurs seront informés si leur projet de communication a été accepté un peu après le 19 mars. La version finale de la communication devra être soumise au secrétariat de l'AIEIA **pour le 21 juin 2010**.

Les projets de communication sont acceptés en français ou en anglais.

#### **Stratégies du secteur public pour surmonter les inégalités mondiales croissantes**

Les auteurs sont invités à transmettre leurs propositions d'articles pour les panels spéciaux autour du thème de la conférence. Le thème de cette année, qui porte sur la croissance des inégalités à l'échelle mondiale et sur ce que les gouvernements peuvent faire ou non pour freiner cette croissance, est d'une importance cruciale. Entre 1980 et 2000, le fossé, en terme de revenu, entre le pourcent le plus riche et le pourcent le plus pauvre de la population de la planète a doublé. Cette réalité touche tant les pays dont l'économie est très développée que les pays dont l'économie l'est peu. Ceci a pour conséquence que, si on exclut l'Est de l'Asie, la proportion de la population mondiale vivant dans une absolue pauvreté s'est considérablement accrue au cours des 25 dernières années. Cette situation ne peut pas uniquement être imputée à la mondialisation. C'est plutôt le résultat des politiques publiques, ciblées ou non, des gouvernements du monde entier. La façon dont les gouvernements choisissent de prélever leurs revenus (plus ou moins progressivement) et la façon dont ils distribuent les ressources acquises grâce à ces revenus, ainsi que la façon dont ils régulent leurs secteurs privés, tous ces éléments jouent un rôle dans les problèmes d'inégalités et de pauvreté d'une société. Les propositions d'articles qui abordent ces aspects, ou d'autres en rapport avec le thème des inégalités, de la pauvreté et de l'action des gouvernements, pourront être retenues pour les sessions autour du thème de la conférence. Les articles pourront également être intégrés dans un ouvrage spécial sur ces thèmes. Veuillez transmettre vos propositions à Allan Rosenbaum ([rosenbau@fiu.edu](mailto:rosenbau@fiu.edu)) et Johannes Irschik ([j.irschik@iias-iisa.org](mailto:j.irschik@iias-iisa.org))

# GROUPE DE TRAVAIL I: LA QUALITE AU SERVICE DES OBJECTIFS DES PROGRAMMES DE FORMATION

## Co-Présidents

Hendri KROUKAMP (University of the Free State, Afrique du Sud)

Email: [KroukHJ@ufs.ac.za](mailto:KroukHJ@ufs.ac.za)

Ludmila GAJDOSOVA (NISPAcee, Slovaquie)

Email: [Gajdosova@nispa.sk](mailto:Gajdosova@nispa.sk)

## Directeur de projet

Blue WOOLDRIDGE (Virginia Commonwealth University, Etats-Unis)

Email: [bwooldri@vcu.edu](mailto:bwooldri@vcu.edu)

Le Groupe de travail I sur "La qualité au service des objectifs des programmes de formation" est considéré par beaucoup comme le cœur même de la Conférence annuelle de l'AIEIA. Les articles présentés dans le cadre de ce Groupe de travail qui se focaliseront sur le développement de l'enseignement, l'amélioration de la recherche et le développement d'Ecoles et Instituts d'Administration hautement performants (EIA) peuvent en effet également se révéler pertinents pour tous les autres groupes de travail.

Le thème de la conférence de l'AIEIA à Bali, « Stratégies du secteur public pour surmonter les inégalités mondiales croissantes », offrira aux personnes intéressées de multiples occasions d'exprimer leurs opinions aux sessions parrainées par le Groupe de travail I. Ce Groupe de travail appuiera les articles qui cherchent à répondre aux questions suivantes :

### **Compétences requises par nos étudiants**

Quelles compétences exiger de nos étudiants / participants pour offrir des systèmes efficaces de gouvernance pour lutter contre les inégalités mondiales croissantes ?

### **Méthodes d'enseignement**

Quelles sont les « meilleures » méthodes pour développer ces compétences ? A quel type d'étudiants s'adressent-elles ?

### **Méthodes didactiques**

Quels sont les "meilleurs supports" pour dispenser l'enseignement (conférences, vidéo, Internet, modules de formation, etc.) et atteindre les compétences requises ?

### **Recherche**

Quel type de recherche devrait mener le personnel et les étudiants sur les exigences, conséquences et pratiques relatives aux normes de gouvernance pour lutter contre les inégalités mondiales croissantes ?

### **Evaluation**

Comment évaluer les compétences acquises par nos étudiants ?

### **Ecoles et Instituts d'Administration**

Comment concevoir et gérer des EIA dont le travail contribue à lutter contre les inégalités mondiales croissantes ?

**Tout autre thème** relatif à la conception et la gestion d'Ecoles et Instituts d'Administration et à l'amélioration de l'enseignement dans ces institutions.

Les articles portant sur ces questions seront considérés avec attention. Ils peuvent se baser sur une recherche empirique, des considérations théoriques et / ou des exemples pratiques. Les articles qui décrivent une situation particulière doivent pouvoir mettre en évidence des conclusions qui peuvent également s'appliquer à d'autres situations. Chaque article doit clairement souligner les implications réelles pour l'amélioration de la formation et de l'enseignement et / ou la gestion et conception d'Ecoles et Instituts d'Administration. Les auteurs sont invités à consulter les normes d'excellence et les critères définis par l'UNDESA / AIEIA pour étayer leur article :

[http://www.ias-iisa.org/iasia/e/standards\\_excellence/Documents/Standards%20of%20Excellence%20French.pdf](http://www.ias-iisa.org/iasia/e/standards_excellence/Documents/Standards%20of%20Excellence%20French.pdf)

Les auteurs doivent garder à l'esprit que les meilleurs articles, parmi ceux sélectionnés pour ce groupe de travail, sont susceptibles d'être publiés dans la **Revue internationale des Sciences administratives**. Le GTI utilisera notamment les critères de sélection suivants :

- La pertinence de l'article par rapport à l'étude de la Pédagogie en Administration publique ;
- La pertinence de l'article par rapport à la pratique de la Pédagogie en Administration publique ;
- L'article propose une approche unique de l'étude et/ou de la pratique de la Pédagogie en Administration publique ;
- Le bien-fondé et la cohérence de l'argumentation ;
- L'originalité dans la formulation de la problématique / du thème de la recherche ;
- La pertinence des conclusions pour les autres EIA ;
- La qualité et la clarté rédactionnelles

## GROUPE DE TRAVAIL II: LE PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE ET LA GESTION DES ENTREPRISES

### Président:

Argun **AKDOGAN** (TODAIE, Turquie)

Email: [aakdogan@todaie.gov.tr](mailto:aakdogan@todaie.gov.tr)

### Directeur de projet:

Paul **COLLINS** (Public Administration and Development, Royaume Uni)

Email: [collinscollinspd@aol.com](mailto:collinscollinspd@aol.com)

Depuis sa création, le GT II s'est focalisé sur les partenariats entre secteurs public et privé dans le monde des entreprises publiques. Il s'est tout particulièrement intéressé à la privatisation, aux accords de partenariat et à la sous-traitance – principalement dans le cadre de la Nouvelle Gestion Publique (NGP). Force est de constater cependant que les nouveautés effrénées induites par le modèle de la NGP ont produit des résultats controversés voire négatifs. Cela s'est notamment traduit, dans certains pays, par un manque de compétence de la part de l'Etat à un moment où il est précisément confronté à des défis politiques sans précédent.

A la lumière de la conférence 2009 de Rio et sur fond d'une situation internationale économique et fiscale profondément bouleversée, le GT II continuera, dans le cadre de la conférence de l'AIEIA de 2010 à Bali, à étudier les impératifs nécessaires à la reconstruction des capacités institutionnelles publiques dans un contexte hérité de la crise du crédit : les rôles du gouvernement dans la transformation du système bancaire, des approches plus efficaces à appliquer à la régulation financière et à la responsabilisation des entreprises, la gestion des subsides de l'Etat pour les entreprises nationales en difficulté et les responsabilités de l'Etat face aux conséquences sociales des mises à l'arrêt ou fermetures d'entreprises. Il se penchera également sur le renouveau ou le développement des capacités dans d'autres domaines de la gestion de la crise auxquels sont confrontés les décideurs politiques et leurs agences ou les entreprises : l'aide suite à des catastrophes, la lutte contre les épidémies, la reconstruction d'états défailants, etc.

Les articles présentés à Rio ont traité de problématiques pertinentes telles que les partenariats commerciaux pour palier au manque de services offerts aux citoyens, le besoin d'améliorer la flexibilité des Etats suite à la crise financière, la complexité liée à la multiplicité des acteurs des partenariats public-privé ainsi que le rôle continu de ces derniers pour combler des ressources nationales en déclin. La conférence de Bali sera donc l'occasion de rassembler davantage d'exemples nationaux et locaux, d'études comparatives et d'articles théoriques sur ces thèmes.

## **GROUPE DE TRAVAIL III: REFORME DU SECTEUR PUBLIC: CONSEQUENCES POUR LES AGENTS DE L'ETAT**

### **Président:**

Pan Suk **KIM** (Yonsei University, Corée du Sud)  
Email: [pankim@yonsei.ac.kr](mailto:pankim@yonsei.ac.kr) ou [pankim@gmail.com](mailto:pankim@gmail.com)

### **Directeur de projet:**

Bernardo Giorgio **MATTARELLA** (SSPA, Italie)  
Email: [bg.mattarella@irpa.eu](mailto:bg.mattarella@irpa.eu)

**Thème** : Stratégies du secteur public pour surmonter les inégalités mondiales croissantes

Les inégalités mondiales sont étroitement liées aux ressources humaines du secteur public. On peut aisément le constater par un rapide coup d'œil à différents indicateurs d'un pays comme d'une part, l'économie et la compétitivité et, d'autre part, l'efficacité et l'intégrité des services publics : plus les services publics d'un état sont honnêtes et efficaces, plus son économie sera développée et compétitive. Les états et régions sont donc tributaires des échecs de leurs fonctionnaires publics. Le contraire se vérifie aussi : les turbulences politiques et économiques nuisent au recrutement, à la formation et aux actions des politiciens et fonctionnaires publics.

Or nous sommes face à un risque sérieux à savoir que la mondialisation induise des inégalités non seulement au niveau économique mais aussi des administrations publiques et de leurs employés. Pour surmonter les effets néfastes des inégalités mondiales, les services publics doivent être à la fois l'acteur et l'objet de politiques et mesures particulières qui touchent tant les pays développés et en voie de développement que les institutions internationales et associations multinationales.

Du côté des pays en voie de développement, les faiblesses des services publics sont une des principales raisons du sous-développement : c'est pourquoi toute stratégie pour surmonter les inégalités doit notamment avoir pour objectif le renforcement des services publics. Du côté des pays développés, tant la définition que l'implémentation de politiques et mesures de lutte contre les inégalités incombent aux services publics : les politiciens et fonctionnaires publics des pays développés peuvent jouer plusieurs rôles dans ce secteur : élaborer des politiques, un rôle de manager, de formateur et servir de modèle de gestion. Cependant, tant les pays développés qu'en développement connaissent des inégalités croissantes, liées à la mondialisation économique, qui accentuent les différences entre territoires riches et pauvres : les administrations et fonctionnaires publics doivent modifier / revoir leur attitude envers le nivellement économique pour atténuer les effets inégalitaires internes de la mondialisation. Enfin, les organisations internationales et associations multinationales devraient intégrer des principes de coopération et coordination qui tiennent compte des inégalités croissantes qui caractérisent les économies de leurs membres et leur permettent de se positionner comme instrument de lutte contre ces inégalités.

Le GT encourage les auteurs à aborder les thèmes généraux décrits ci-dessus et à apporter des preuves et exemples d'expériences. Ils sont invités à répondre aux questions suivantes : quelles sont les qualités requises par les services publics pour soutenir le développement et atténuer les inégalités ? Quelles réformes des services publics faut-il privilégier pour lutter contre les inégalités ? Dans quelles conditions les services publics peuvent-ils être un instrument de lutte contre les inégalités plutôt que leur victime ? De quelles façons les services publics des pays développés peuvent-ils au mieux aider les administrations des pays en développement ? Comment les pays en développement peuvent-ils surmonter les différentes contraintes nécessairement liées à l'amélioration de leur gouvernance publique et de leur compétitivité mondiale ? Quels modèles de développement peuvent s'appliquer au mieux aux pays moins développés ? Les expériences internes, en rapport direct avec les régions les plus pauvres d'un pays, peuvent-elles mener à l'adoption de mesures efficaces ? Comment la formation des services publics peut-elle faire face aux inégalités croissantes et promouvoir l'égalité ?

## GROUPE DE TRAVAIL IV: LA GOUVERNANCE LOCALE ET LE DEVELOPPEMENT

### **Président :**

Michiel **DE VRIES** (Department of Public Administration, Radboud University Nijmegen, Pays Bas)

Email: [m.devries@fm.ru.nl](mailto:m.devries@fm.ru.nl)

### **Directeur de projet**

P.S. **REDDY** (School of Public Administration, University of Kwazulu-Natal, Afrique du Sud)

Email: [redryp1@ukzn.ac.za](mailto:redryp1@ukzn.ac.za)

Le Groupe se penchera sur quatre thèmes lors de la Conférence 2010 de Bali, Indonésie, à savoir :

#### **La décentralisation démocratique et le développement**

La décentralisation est une tendance de plus en plus répandue au niveau international qui cherche à appliquer une approche plus démocratique et participative à la gouvernance locale. Elle est attentive aux besoins locaux et reconnaît le rôle du citoyen en l'associant au processus d'élaboration des politiques. Les conditions indispensables à son implémentation sont : stabilité politique, des relations intergouvernementales formelles ; réforme managériale ; garantie de l'autonomie financière et ressources humaines en suffisance.

#### **Le développement économique local**

Le rôle du gouvernement local en matière de développement mérite une attention toute particulière étant donné les défis socio-économiques pressants auxquels il faut faire face au niveau local. Quelles considérations théoriques et pratiques clés régissent le développement économique local et existe-t-il de bonnes pratiques internationales susceptibles d'être appliquées au niveau local ?

#### **Ethique et intégrité**

Un cadre législatif et institutionnel formel est la condition fondamentale pour promouvoir la gouvernance éthique et combattre la corruption au niveau local. Ce cadre, associé à un code de conduite, suffit-il à promouvoir un comportement éthique et l'intégrité ?

#### **Etudes comparatives en gouvernance locale et élaboration des politiques**

Certains gouvernements locaux sont plus aptes à résoudre les problèmes sociaux que d'autres. Les gouvernements locaux doivent répondre à ces questions et peut-être fournir de nouvelles réponses et solutions à ces problèmes urgents auxquels sont confrontées les municipalités du monde entier.

Les articles, sous la forme d'études nationales, d'expériences comparatives ou encore d'approches théoriques, relatifs à **ces thèmes**, ainsi qu'au **thème général de la conférence**, retiendront l'attention du groupe de travail IV.

## **GROUPE DE TRAVAIL V: L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE, LA CULTURE ET LA CONFIANCE DES CITOYENS**

### **Président**

Melchior POWELL (Southern Maryland Higher Education Center, Etats-Unis)

Email: [mpowell@smhec.org](mailto:mpowell@smhec.org)

### **Directeur de projet**

O.P. DWIVEDI (University of Guelph, Canada)

Email: [odwivedi@uoguelph.ca](mailto:odwivedi@uoguelph.ca)

### **LE ROLE DE L'ETHIQUE ET DES VALEURS POUR ASSURER L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE DES AUTORITES PUBLIQUES ET LUTTER CONTRE LES INEGALITES MONDIALES**

Pour la conférence 2010 de l'AIEIA qui se tiendra à Bali, en Indonésie, le Groupe de travail V – L'obligation de rendre compte, la culture et la confiance des citoyens – recueillera les propositions d'articles sur le thème suivant : Le Rôle de l'éthique et des valeurs pour assurer l'obligation de rendre compte des autorités publiques et lutter contre les inégalités mondiales. Les multiples scandales publics et la pandémie de corruption dont souffre le monde indiquent que le problème n'est pas uniquement systémique et prouvent que les instruments de contrôle et d'obligation de rendre compte restent inefficaces. La situation exige une prise en main, de sérieux efforts pour promouvoir la bonne gouvernance et une volonté réelle d'agir de façon éthique et responsable. Sans cela, les inégalités mondiales ne cesseront de progresser. Les articles devront donc identifier non seulement la nature des scandales et de la corruption mais aussi les problèmes éthiques auxquels sont confrontées les nations.

Les thèmes suivants devraient être abordés :

1. Les raisons qui expliquent la progression de la cupidité, l'arrogance du pouvoir et l'arbitraire dans ce monde aux régulations souples ;
2. Les raisons qui expliquent l'inefficacité constante et l'érosion des instruments de mesure de la responsabilité et de l'obligation de rendre compte des autorités publiques qui se soldent par un *déficit institutionnel* ;
3. Une croyance ferme dans la valeur de l'éthique – en prenant notamment la responsabilité de ses actes et de ses décisions et en faisant preuve de professionnalisme en matière de gouvernance –, peut-elle constituer un moyen dissuasif et une mesure positive pour identifier les zones vulnérables à la mauvaise gouvernance et à la corruption ? ;
4. Quel type de programmes d'enseignement et de formation constituer pour aider les gouvernements à entrer dans une ère de bonne gouvernance qui permettrait aux états de surmonter leurs inégalités nationales et réduire ainsi les inégalités à l'échelle mondiale ?

Tant les études nationales, régionales qu'internationales seront prises en compte.

# GROUPE DE TRAVAIL VI: LA GESTION DES FINANCES, DE L'INFORMATION ET DE LA PERFORMANCE DANS LE SECTEUR PUBLIC

## Présidents:

Tom **SINCLAIR** (Department of Public Administration, Binghamton University, Etats-Unis)  
Email: [sinclair@binghamton.edu](mailto:sinclair@binghamton.edu)

Yingchun **SUN** (China National School of Administration, Chine)  
Email: [sunyingchun@nsa.gov.cn](mailto:sunyingchun@nsa.gov.cn)

## Directeur de projet:

Juraj **NEMEC** (Faculty of Economics, Matej Bel University, Slovaquie)  
Email: [Juraj.Nemec@umb.sk](mailto:Juraj.Nemec@umb.sk)

## **Introduction**

Depuis la récente crise financière et économique mondiale, les gouvernements du monde entier se trouvent confrontés à de sérieux défis. Ils doivent désormais agir pour assurer un développement économique et social sain et durable. Alors que les gouvernements redoublent d'efforts pour stimuler leur économie et renforcer la régulation des marchés financiers, il conviendrait d'accorder une attention particulière à leur capacité à produire les résultats attendus avec un haut degré d'efficacité et de rendement. La gestion financière et la gestion de l'information sont les fonctions centrales du gouvernement alors que la gestion de la performance est considérée comme un puissant outil à disposition des exécutifs. Les innovations et améliorations en la matière renforceront les capacités des gouvernements face à des environnements de plus en plus complexes voire chaotiques.

## **Thème principal**

- Evaluation de l'impact des systèmes financier, d'information et de performance d'un gouvernement sur la qualité et l'efficacité de la gouvernance ;
- Identifier des modèles d'outils capables d'assurer la durabilité des secteurs publics et de leurs activités ; étudier leur implémentation et évaluer leur efficacité.

Recevront un intérêt tout particulier les études comparatives ou nationales qui examinent les relations entre ces différents systèmes, de même que les contributions théoriques ou empiriques qui étudient la façon dont ces systèmes administratifs contribuent ou non à la durabilité des programmes ou politiques.

## **Propositions de questions de départ**

Dispose-t-on des ressources nécessaires pour assurer une utilisation effective et efficace des systèmes financier, d'information et de performance ? Les organes de gouvernance disposent-ils des capacités nécessaires pour exercer leurs activités financières, d'information et de performance de façon efficace et efficiente ? Quelles caractéristiques des systèmes administratifs gouvernementaux soutiennent ou entravent la durabilité des programmes ou opérations mis en œuvre par les services publics ? Dans quelle mesure les systèmes financiers, d'information ou de performance des gouvernements sont-ils préparés ou implémentés de façon à soutenir les stratégies du secteur public pour surmonter les inégalités mondiales croissantes et assurer une meilleure efficacité et un meilleur rendement ? Existe-t-il des pratiques ou méthodologies neuves et innovantes qui permettent de gouverner en réseaux pour surmonter les problèmes multinationaux ou multisectoriels tels que les inégalités mondiales ?

Les autres thèmes et contributions (les résumés d'articles qui ne sont pas en relation directe avec le thème principal mais qui s'intéressent à la gestion de la performance, de l'information et des finances du secteur public) seront examinés et évalués.

## GRUPE DE TRAVAIL VII: LEADERSHIP, GOUVERNANCE ET POLITIQUE PUBLIQUE

### Président:

Jerry O. **KUYE** (University of Pretoria, Afrique du Sud)

Email: [kuyej@up.ac.za](mailto:kuyej@up.ac.za) ou [Kuyej@hakuna.up.ac.za](mailto:Kuyej@hakuna.up.ac.za)

### Directeurs de projet:

Philippe **BASTELICA** (ENA, France)

Email: [philippe.bastelica@ena.fr](mailto:philippe.bastelica@ena.fr)

Xuefeng **LI** (China National School of Administration, Chine)

Email: [xl@nsa.gov.cn](mailto:xl@nsa.gov.cn)

Le groupe de travail de l'AIEIA sur "Le leadership, la gouvernance et la politique publique" attend vos propositions d'articles en vue d'une éventuelle présentation à la Conférence annuelle de l'Association internationale des Ecoles et Instituts d'administration (AIEIA) qui se tiendra du 12 au 17 juillet 2010 à Bali, en Indonésie. Cette année, le groupe de travail étudiera les implications générales des concepts de leadership, gouvernance et politique publique sur le renforcement de la nation ainsi que leur impact général sur le dialogue intercontinental tant pour le secteur public que privé. Pour certains continents, le recours à des politiques ciblées pour assurer le développement à l'échelle du continent sera également examiné. Par le biais d'une analyse comparative, ce groupe de travail étudiera les mutations des états modernes et en développement et leurs tentatives d'insuffler une approche notionnelle aux relations entre les concepts de « Leadership, gouvernance et politique publique ». De plus, le groupe de travail souhaite débattre des thèmes de la pauvreté, l'ajustement structurel, la gouvernance mondiale durable et la démocratie, la corruption et l'échec des politiques stratégiques sur la mondialisation.

Le groupe cherche des combinaisons créatives d'idées sur la mondialisation et se penchera également sur la nouvelle interprétation théorique du sens du leadership, de la gouvernance et de la politique publique dans un espace mondial ainsi que sur la façon dont les états nations se sont trouvés confrontés aux processus de la mondialisation dans une ère de changement et de réforme de l'administration publique. Le groupe souhaite étudier l'impact des modèles complexes de leadership, gouvernance et politique publique sur les affaires de l'Etat et les citoyens en général.

# GROUPE DE TRAVAIL VIII: LA GESTION DE L'ÉNERGIE, DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE L'AIDE SOCIALE

## Président:

Ram Kumar **MISHRA** (Institute of Public Enterprise, Inde)  
Email: [ramkumarmishra@gmail.com](mailto:ramkumarmishra@gmail.com)

## Directeurs de projet:

Shih-Hsien **CHANG** (Chinese Culture University, Taiwan, Chine)  
Email: [shchang@mail.ntpu.edu.tw](mailto:shchang@mail.ntpu.edu.tw)

Eduardo **MARQUES** (Fundação Getulio Vargas, Brésil)  
Email: [Eduardo.Marques@fgv.br](mailto:Eduardo.Marques@fgv.br)

Ce groupe de travail a été créé en 2008 et s'est réuni pour la première fois à Rio en 2009. Il s'est fixé un agenda pour la conférence de Bali en 2010 et a décidé d'accepter les études nationales, les études de cas, les études comparatives et analyses politiques relatives à la gestion de l'énergie, à l'environnement, la sécurité alimentaire et l'aide sociale. Le groupe de travail se veut un forum de discussions, présentations, recherches, formulation de politiques publiques et dialogue public sur la sécurité humaine.

## **Energie**

Satisfaire les besoins en énergie de tous les individus et organisations est une nécessité. L'énergie influence le processus de développement tant des pays développés qu'en voie de développement. Tant la quantité que le prix et la distribution de l'énergie, de même que le bouquet énergétique et la technologie, ont une importance égale. Ce sous-thème couvrira les aspects de problématiques liées à l'énergie électrique – hydraulique et thermique -, l'énergie nucléaire, l'énergie éolienne, les sources d'énergies renouvelables ou non. Les articles retenus pour présentation à la conférence peuvent aborder les aspects de la gestion de l'énergie par une approche méta-, macro- ou micro-analytique. Les articles basés sur des aspects comparatifs, des études nationales, des projections futuristes et des exemples peuvent également être retenus en vue d'une présentation à la conférence. Les articles basés sur des données en panel – spatiales et temporelles – rencontreront pleinement les exigences du groupe de travail. Les représentations économétriques, les simulations et articles basés sur d'autres techniques appropriées seront recommandés pour présentation. Les thèmes liés à la politique en matière d'énergie peuvent également constituer un point central des présentations.

## **Environnement**

L'ensemble des problématiques liées à l'environnement est un élément majeur. Le récent Sommet des NU de Copenhague sur le changement climatique a révélé la nécessité de lutter contre les changements climatiques pour sauver la planète. La gestion efficace de l'environnement est la clé de la sécurité de notre planète pour l'avenir. Les articles qui aborderont les changements climatiques, le réchauffement planétaire, l'échange des droits d'émission, la gestion des crédits carbone, la biodiversité, les aspects économiques de la gestion environnementale (application d'outils économiques tels que la taxation, les subsides, le partenariat public-privé), l'ISO 14000, etc., pourront faire l'objet d'une présentation. Les thèmes liés à la politique en matière d'environnement peuvent également constituer un point central des présentations.

## **Sécurité alimentaire**

Les articles devront porter sur la disponibilité et la distribution des denrées céréalières notamment la distribution publique, la formation des prix, les subsides, le transport, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la population, les dimensions liées aux moyens de production agricoles, les politiques de l'OMC, les structures institutionnelles et les dimensions politiques. Les études comparatives, économétriques, spatiales et des réformes pourront être présentées comme résultats de recherche. Le rôle des technologies et des interventions de modernisation (via la biotechnologie) peut également être abordé. Les innovations récentes telles que la gestion du marché des matières premières grâce, notamment, à des matières premières dérivées, est un élément central des discussions sur la sécurité alimentaire. Les thèmes liés à la politique en matière de sécurité alimentaire peuvent également constituer un point central des présentations.

## **L'aide sociale**

Il s'agit d'une composante importante de la sécurité humaine. Le rapport Stiglitz-Sen souligne l'urgence de promouvoir l'aide sociale partout dans le monde quels que soient les facteurs économiques, sociaux et géographiques. Le groupe attend les articles qui examinent le concept d'équité et d'aide sociale, la mesure de la pauvreté, la pauvreté urbaine et rurale, la pauvreté selon le sexe, la pauvreté selon les classes, la pauvreté et la migration, la pauvreté et les sans-emplois, les programmes d'éradication de la pauvreté, les Objectifs de Développement du Millénaire et l'aide sociale. Les travaux de recherche sur des thèmes et approches de l'aide sociale au niveau d'un pays, les études comparatives et les exemples de réussite ou d'échec sont vivement encouragés. Le rôle de l'offre de services publics, qui contribuent à combattre et éradiquer la corruption, et l'efficacité de la machinerie institutionnelle en matière d'aide sociale seront des éléments clés des discussions. Les thèmes liés à la politique en matière d'aide sociale peuvent également constituer un point central des présentations.



**Association Internationale des Ecoles et Instituts d'Administration**

rue Defacqz 1, bte 11

B-1000 Bruxelles (Belgique)

Tel: +32-(0)2-536.08.89 - Fax: +32-(0)2-537.97.02

E-Mail: [j.irschik@iias-iisa.org](mailto:j.irschik@iias-iisa.org)